SOLIDARITÉ

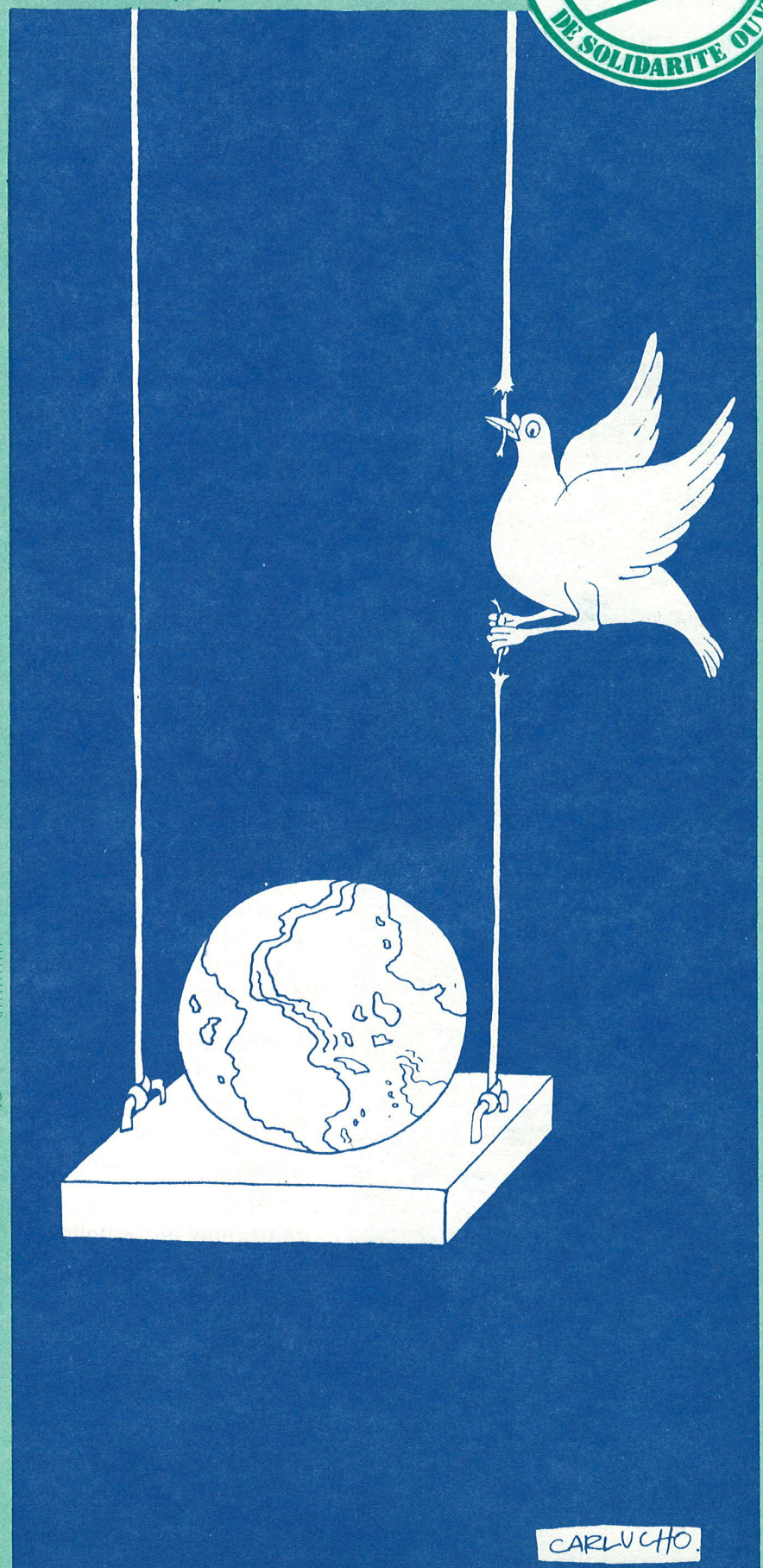
VOL. 10, NO 1, OCTOBRE 1987

1415 JARRY EST, BUREAU 101, MONTRÉAL QUÉ. (514) 374-6660 EXT. 305

CENTRE INTERNATIONAL CISO DE SOLIDARITÉ OUVRIERE

PLAN DE PAIX

ESPOIR ET PROGRÈS EN AMÉRIQUE CENTRALE



SOMMAIRE

Présentation du dossier 2

LA CRISE CENTRE-AMÉRICAINE

De William Walker à Ronald Reagan 3

CHRONOLOGIE DES PRINCIPAUX ÉVÉNEMENTS 4

PLAN DE PAIX

Texte abrégé des accords d'Esquipulas II 6

COSTA RICA

Origine et évolution du Plan Arias 8

NICARAGUA

La voie de la négociation et du dialogue 10

GUATEMALA

- Une politique de neutralité active 12
- L'opposition armée se prononce 13

EL SALVADOR

Poursuivre le dialogue déjà amorcé 14

HONDURAS

- Accusé d'essayer de saper le Plan de Prix 16

LA POLITIQUE EXTÉRIEURE AMERICAINE

Une politique de domination 18

CONTRE VENTS ET MARÉES

- Le Plan de Paix: un progrès 19
- Bibliographie 19

NOTRE PART POUR LA PAIX 20

L'AMÉRIQUE CENTRALE AU COEUR DE NOS PRÉOCCUPATIONS

Il y a déjà un bon bout de temps que l'Amérique Centrale est au coeur de nos préoccupations. Au fil des années notre solidarité s'est développée, s'adaptant aux différentes conjonctures, pour se transformer aujourd'hui en un appui inconditionnel aux espoirs et aux efforts de paix des peuples d'Amérique Centrale. La signature du Plan de Paix par les cinq présidents des pays concernés, les 6 et 7 août derniers, constitue un événement historique. Il s'agit d'un fait nouveau dans le conflit politico-militaire qui secoue la région puisque pour la première fois, des centro-américains proposent des solutions centre-américaines aux problèmes centre-américains plutôt que de se laisser soumettre aux politiques élaborées par Washington.

Le document insiste sur la nécessité de respecter la souveraineté et l'intégrité territoriale de chacune des nations. Un fait nouveau donc, mais qui ne signifie pas nécessairement que la paix parviendra à germer dans les prochains mois. Certes, le Plan de Paix reconnaît que la démocratisation en Amérique Centrale doit passer par la construction de sociétés plus égalitaires où on aura éliminé la misère. C'est là une reconnaissance indéniable du bien fondé des engagements contenus dans ce Plan.

Cependant, il n'est pas si évident que l'ensemble des revendications légitimes des diverses populations d'Amérique Centrale puissent être satisfaites par ces accords intervenus entre les présidents.

Voilà pourquoi il nous faut être vigilants pour que notre compréhension des événements soit l'occasion pour nous de réaffirmer notre solidarité aux peuples d'Amérique Centrale qui ont déjà payé si cher leur cheminement vers la démocratie et la liberté.

L'ÉQUIPE

LA CRISE CENTRE-AMERICAINE
DE WILLIAM WALKER[1] À RONALD REAGAN[2]

L'Amérique Centrale est secouée par une grave crise **économique, politique et institutionnelle,** mais cette crise

régionale est, à son tour, la conséquence d'une crise internationale qui, en plus d'être économique, est aussi politique et structuelle! La gestation de cette crise a des racines profondes qui remontent à 50 ans, dans les luttes de Sandino, de Marti, ou celles de Zapata. Et elles pourraient se prolonger jusqu'au milieu du XIXe siècle quand des forces centraméricaines ont vaincu l'envahisseur américain William Walker.

La crise interne est surtout déterminée par une révolution sociale contre le modèle de domination imposé aux masses ouvrières et paysannes par les oligarchies et les groupes dominants des pays de la région.

L'Aspect externe est celui d'une réaction contre le modèle de domination imposé par les Etats-Unis. **La crise centr-américaine est plus une crise globale de domination qu'une crise dans le système économique.** Pour l'administration Reagan, les intérêts géopolitiques et militaires dans cette région du monde sont plus importants que l'ensemble de ses intérêts économiques.

Le "syndrome centr-américain" est aggravé par la stratégie d'affrontement avec l'Union Soviétique suivie par l'administration Reagan. Cette situation fait transformer la confrontation Nord-Sud en une confrontation Est-Ouest.

Certaines idées-clés dominent la vision du monde de la droite conservatrice qui soutient le gouvernement américain:

Les Etats-Unis doivent s'assurer de la supériorité militaire par rapport à l'Union Soviétique. Il faut redonner confiance et fierté au peuple américain, démoralisé et humilié par les échecs au Vietnam, au Liban, au Nicaragua. Il faut faire reculer les zones d'influence de l'Est, surtout en Amérique Centrale. Un Cuba c'est assez!

En effet, l'actuelle administration américaine considère que nulle part ailleurs qu'en Amérique Centrale se joue le destin de son existence comme leader occidental.

Le projet de récupération de l'hégémonie mondiale entrepris par la nation américaine semble mis en danger par le Nicaragua, ce petit pays de 3 000 000 d'habitants, pauvre, sous-développé, qui "ose" se déclarer autonome.

Le Président américain déclarait devant la session conjointe du congrès le 27 avril 1983 que:

> "il n'y a pas de région au monde plus étroitement liée au système politico-économique des Etats-Unis, ni aussi vital pour la sécurité nord-américaine que l'Amérique Centrale (...). Si nous perdons dans cette région, nous ne pourrons prévaloir nulle part ailleurs. Notre crédibilité s'effondrera, nos alliances se briseront, la sécurité même du pays sera menacée".

La crise a éclaté ouvertement le 19 juillet 1979, quand le dictateur Somoza fut déchu par la Révolution populaire sandiniste. L'importance de cette victoire est qu'elle n'a pas été seulement nicaraguayenne, mais aussi centr-américaine, parce qu'elle a désarticulé l'axe de la domination américaine dans toute l'Amérique Centrale.

Si "l'Amérique Centrale est devenue le lieu d'une nouvelle tentative audacieuse de

l'Union Soviétique pour installer le communisme par la force"... et que le Nicaragua est son fer de lance, et bien... il faut l'empêcher par voie diplomatique, économique et surtout militaire.

Les premières manifestations de cette stratégie sont à caractère économique et diplomatique.

Le 13 janvier 1981, trois jours après que M. Reagan fut devenu président des Etats-Unis, il déclara la guerre contre le gouvernement sandiniste en suspendant les crédits pour l'achat de céréales.

À la fin de l'année 1981, l'administration Reagan a mis en marche la partie militaire de son plan par le biais du soutien aux contras installés au nord de la frontière au Honduras. Comme autrefois au Vietnam, les Etats-Unis sont convaincus que la paix en Amérique Centrale **peut** et **doit** se construire à l'intérieur de l'empire.

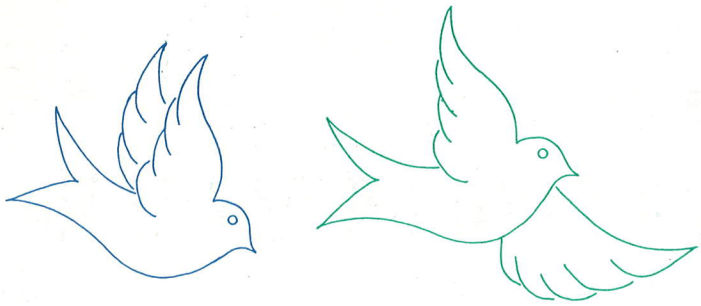
C'est dans cette perspective qu'il faut placer tous les efforts américains pour bloquer toute tentative de paix en Amérique Centrale qui accepte le Nicaragua sandiniste.

Pour l'administration américaine toute tentative de paix en Amérique Centrale passe nécessairement par la **non-reconnaissance de la légitimité du gouvernement sandiniste au Nicaragua.**

LES STRATEGIES DE LA MAISON BLANCHE SONT DE BLOQUER TOUTES TENTATIVES DE DIALOGUE, DE DEMOCRATISATION ET DE PAIX EN AMÉRIQUE CENTRALE QUI INCLURAIENT COMME INTERLOCUTEUR L'ACTUEL GOUVERNEMENT NICARAGUAYEN. ■

1. général américain qui en 1926 s'est auto-proclamé gouverneur du Nicaragua avec l'appui du Congrès américain. Combattu par Sandino lequel a été assassiné en 1933.

2. président des Etats-Unis qui en 1981 a déclaré aveuglément la guerre au gouvernement sandiniste porté démocratiquement au pouvoir en 1984.



CHRONO

DES PRINCIPAUX ÉVÉNEMENTS ENTOURANT L'ADOPTION DU PLAN DE PAIX EN AMÉRIQUE CENTRALE DEPUIS 1982

1982

24 février:

Le président Reagan lance l'"Initiative pour le bassin des Caraïbes", plan destiné à favoriser le développement économique des pays riverains, à l'exclusion du Nicaragua.

7 septembre:

À l'initiative du Mexique, les gouvernements mexicain et vénézuélien adressent une proposition de paix conjointe aux gouvernements hondurien, nicaraguayen et nord-américain.

1983

7/8 janvier:

Rencontre dans l'Île panaméenne de Contadora des quatre ministres des relations extérieures de Colombie, du Mexique, de Panama et du Vénézuéla. C'est la **constitution du groupe de Contadora,** appliquée à la recherche de la paix dans la région centre-américaine par la voie diplomatique, comme alternative à la stratégie de l'affrontement prônée par le gouvernement nord-américain.

11/13 mai:

2e réunion à Panama du Groupe de Contadora. Le communiqué final précise que "l'objectif premier et essentiel ayant présidé à la constitution du groupe consiste en l'exercice d'une fonction diplomatique dans le sens de la recherche, par la voie politique, d'une solution aux conflits par la collaboration des parties impliquées".

17 juillet:

Réunion du Groupe de Contadora au Mexique qui se termine par la "Déclaration de Cancun". Dans les jours suivants, les différents pays centre-américains concernés donnent leur point de vue, y compris les Etats-Unis.

Suite à son enquête, la Commission Kissinger reconnaît que la guerre en Amérique Centrale a ses origines dans les conditions socio-économiques des populations. Pour gagner cette guerre, la Commission recommande d'intervenir sur tous les plans: politique, économique, diplomatique et militaire.

25 octobre:

Intervention militaire nord-américaine à la Grenade. L'opération a pour but de tester les capacités militaires de Cuba et les réactions de l'Union Soviétique.

1984

8 janvier:

Les cinq ministres des relations extérieures des pays centre-américains concernés signent conjointement avec les quatre ministres du Groupe de Contadora la plateforme d'objectifs contenue dans le document d'objectifs de Contadora.

21 février:

le gouvernement nicaraguayen annonce des élections générales.

février/mars:

Minage des ports nicaragueyens par la C.I.A.

juin:

Le Groupe de Contadora remet aux cinq chefs d'Etat centre-américains un projet de paix multilatéral.

25 juin:

Le Sénat nord-américain repousse la proposition gouvernementale d'attribution d'un crédit de 21 millions de dollars à l'opposition nicaraguayenne armée.

7 septembre:

Présentation officielle par le Groupe de Contadora aux pays concernés du texte de l'"Acte de Contadora pour la paix et la coopération en Amérique Centrale."

21 septembre:

Après de nouveaux amendements au texte. Le Nicaragua annonce qu'il est prêt à signer l'Acte. Le Costa Rica, El Salvador, le Guatémala et le Honduras émettent des réserves. Les Etats-Unis présentent huit objections au document.

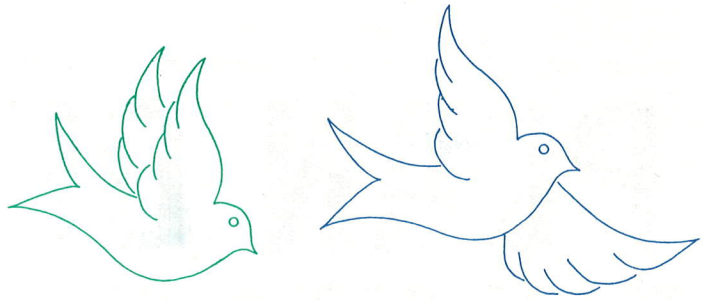
15 octobre et 30 novembre:

Premières rencontres entre le FMLN-FDR (Front Farabundo Marti de Libération Nationale-Front Démocratique Révolutionnaire) et le gouvernement salvadorien de Napoleon Duarte à la Palma et Ayagualo.

SYNTHESE DES 21 POINTS DU DOCUMENT D'OBJECTIFS DE CONTADORA

- Assurer le respect des principes du droit international.
- Respecter et promouvoir l'excercice des droits humains, politiques, civils, économiques, sociaux, réligieux et culturels.
- Arrêter la course aux armements et l'installation sur le territoire de tous les pays, de bases militaires étrangères ou toute autre forme d'ingérence militaire.
- Etablir des mécanismes internes et régionaux de contrôle pour empêcher le trafic d'armes dans le territoire des pays de la région.
- Empêcher l'utilisation du territoire par des personnes, organisations ou groupes qui auraient pour but la déstabilisation des gouvernements des pays d'Amérique centrale.
- Aider les réfugiés et les déplacer à cause de la guerre et promouvoir leur retour dans leur pays d'origine avec l'aide d'ACNUR (Haut - Commissariat des Réfugiés) et d'autres organisations internationales.
- Entreprendre des programmes de développement économique et sociale pour éliminer les causes principales des conflits et atteindre une meilleure distribution de la richesse, avec l'aide des subventions et des crédits internationaux.
- Perfectionner et adopter des systèmes démocratiques représentatifs et pluralistes de participation pour la prise de décision et pour les processus électoraux.
- Assurer la mise en pratique de mécanismes de vérification et de contôle internationaux pour le respect des accords.

LOGIE



Cependant, les pourpalers n'ont pas été repris à cause de l'intransigeance de Duarte.

24 décembre:

Incident diplomatique entre le Nicaragua et le Costa Rica suite à l'arrestation d'un déserteur nicaraguayen réfugié à l'ambassade du Costa Rica à Managua.

1985

9 janvier:

Déclaration à Panama du Groupe de Contadora pour une relance de la concertation au niveau de "plénipotentiaires".

18 janvier:

Rupture du dialogue entre le Nicaragua et les Etats-Unis à Manzanillo, rupture opérée par le gouvernement nord-américain.

21 février:

Déclarations du président Reagan sur l'objectif nord-américain de renversement des sandinistes, faites au cours de la première conférence de presse de son second mandat présidentiel. (L'affirmation sera encore plus claire dans l'interview du président Reagan par le journal mexicain Excelsior du 19 août 1986).

31 mai:

Incident frontalier entre le Nicaragua et le Costa Rica. Deux gardes civils costaricains sont tués à Las Crucitas.

29 juillet:

Constitution à Lima, au lendemain de l'investiture du président péruvien Garcia, d'un groupe d'Appui au Groupe de Contadora, constitué des ministres des Relations extérieures d'Argentine, du Brésil, du Pérou et d'Uruguay.

25 août:

Signature des Accords de Cartagena (Colombie) entre le Groupe de Contadora et le Groupe d'Appui toujours dans le but de soutenir les efforts diplomatiques.

À l'initiative du Département des affaires interaméricaines des Etat-Unis et avec la participation de représentants du Département de la défense, du Conseil national de sécurité et de la CIA, réunion à Panama des ambassadeurs nord-américains d'Amérique Centrale pour l'étude d'un document confidentiel intitulé "Point de vue de Washington".

26 septembre:

Nouvelle version amendée de "l'Acte de Contadora pour la paix et la coopération en Amérique Centrale". À l'inverse de l'année précédente, c'est le gouvernement nicaraguayen qui refuse cette fois de signer le texte à cause de "changements substantiels" Le Nicaragua demande un moratoire de six mois.

11/12 nov.:

À Luxembourg, la CEE renouvelle son soutien aux démarches du Groupe de Contadora et son aide économique aux cinq pays d'Amérique Centrale et au Panama.

1986

11 janvier:

A Caraballeda (Vénézuéla) les huit ministres du Groupe de Contadora et du Groupe d'Appui élaborent le "Message de Caraballeda pour la paix, la sécurité et la démocratie en Amérique Centrale".

14 janvier:

À Guatémala, à l'occasion de l'investiture du président guatémaltèque Cerezo, les ministres des Relations extérieures des cinq pays centre-américains concernés se rallient au Message de Caraballeda.

2 février:

Election d'Oscar Arias du PLN (Parti Libéral National) à la présidence du Costa Rica en remplacement d'Alberto Monge, du même parti.

11 février:

Visite à Washington des ministres membres du Groupe de Contadora et du Groupe d'Appui. Le président Reagan refuse de les recevoir.

27/28 fév.:

À l'occasion d'une réunion sur la dette extérieure latino-américaine, à Punta del Este (Uruguay), les membres du Groupe de Contadora et du Groupe d'Appui renouvellent leurs propositions du Message de Caraballeda, en centrant leurs efforts sur le différent Nicaragua/-Costa Rica.

15 avril:

Opération militaire nord-américaine de bombardement de la Libye.

18 mai:

Le président guatémaltèque Vinicio Cerezo déclare que: "Contadora a échoué, l'unique alternative est maintenant la création d'un Parlement centre-américain".

25 mai:

"Esquipulas I": réunion des 5 présidents centre-américains à Guatémala pour préparer la formation d'un Parlement centre-américain dans le but de résoudre les problèmes régionaux sans intervention militaire et par les centre-américains. C'est le président ARIAS de Coste Rica qui a été le porte-parole de la réunion.

6 juin:

Report sine die de l'Acte de Contadora.

1987

19/21 janvier:

Les ministres membres du Groupe de Contadora et du Groupe d'Appui de même que les secrétaires généraux de l'O.N.U. et de l'O.E.A., (Organisation des Etats Américains) en mission extraordinaire de paix en Amérique Centrale, recommandent la signature urgente d'un acte de paix qui implique toutes les parties.

15 février:

Rencontre des présidents centre-américains, à San José, Costa Rica, à l'exclusion de Daniel ORTEGA, pour la discussion et l'approbation d'une nouvelle proposition de paix du président ARIAS. Les chefs d'Etat rassemblés, tout en considérant le document comme un instrument utile, opportun et constructif, recommandent qu'il soit soumis à discussion et approbation lors d'une réunion entre les cinq présidents des pays centre-américains.

26 mai:

Le FMLN-FDR propose à nouveau de rencontrer le gouvernement salvadorien pour discuter de l'humanisation de la guerre, de la promotion d'un dialogue entre tous les secteurs politiques et sociaux du pays et de la reprise des pourparlers entre les partis. La propostion et bien accuellie par la population, mais, refusée par Duarte.

Juillet:

Le gouvernement du Nicaragua porte plainte devant la Cour Internationale de Justice de La Haye contre le Honduras et le Costa Rica pour avoir permis l'utilisation de leur territoire à des fins militaires contre le régime sandiniste.

6/7 août:

Esquipulas II: réunion conjointe des cinq chefs d'Etat centre-américains et discussion du document "Procédure pour l'établissement d'une paix ferme et durable en Amérique Centrale" présenté par le président ARIAS. Signature des accords de paix par les cinq présidents. ■

PLAN DE PAIX

TEXTE ABRÉGÉ DES ACCORDS D'ESQUIPULAS II

PREAMBULE:

Nous, les présidents des Républiques du Guatémala, du El Salvador, du Honduras, du Nicaragua et du Costa Rica, réunis dans la ville de Guatémala les 6 et 7 août 1987, nous avons convenus: de relever pleinement le défi historique consistant à forger un avenir de paix pour l'Amérique Centrale, de nous engager à lutter pour la paix et à faire disparaître la guerre, de faire prévaloir le dialogue sur la violence et la raison sur les rancunes, de dédier ces efforts de paix à la jeunesse d'Amérique Centrale dont les légitimes aspirations de paix et de justice sociale, de liberté et de reconciliation ont été frustrées pendant plusieurs générations, de faire du parlement centre-américain un symbole de liberté, d'indépendance et de réconciliation auquel nous aspirons en Amérique Centrale.

Nous avons choisi une voie centre-américaine pour parvenir à la paix et au développement, mais nous avons besoin d'aide pour qu'elle devienne réalité. Nous réitérons avec conviction que la paix et le développement sont inséparables.

PROCEDURE POUR L'ÉTABLISSEMENT D'UNE PAIX FERME ET DURABLE EN AMÉRIQUE CENTRALE.

I RECONCILIATION NATIONALE:

—DIALOGUE

Dans les cas où se sont produites de profondes divisions au sein de la société, les gouvernements concernés engageront le dialogue avec tous les groupes non-armés d'opposition politique interne ainsi qu'avec ceux qui se seront prévalus de la loi d'amnistie.

—AMNISTIE

On émettra des décrets d'amnistie qui devront établir toutes les dispositions garantissant aux personnes visées l'usufruit de leurs biens et la sécurité. Les forces irrégulières des pays concernés devront remettre en liberté toutes les personnes qu'elles détiennent.

—COMMISSION NATIONALE DE RECONCILIATION

On créera une commission nationale de réconciliation qui aura pour fonction de vérifier la mise en application réelle du processus de réconciliation nationale et du respect intégral de tous les droits civils et politiques des citoyens centre-américains garantis dans le présent document en matière d'amnistie, cessez-le-feu, démocratisation et élections libres.

II EXHORTATION À L'ARRÊT DES HOSTILITES

Les gouvernements des Etats de la région qui font face actuellement à l'action de forces irrégulières ou insurgées, s'engagent à entreprendre toutes les actions nécessaires pour en arriver à un cessez-le-feu effectif à l'intérieur du cadre constitutionnel.

III DEMOCRATISATION

Les gouvernements s'engagent à promouvoir un authentique processus démocratique, pluraliste et participatif qui implique l'avancement de la justice sociale, le respect des droits de l'homme, la souveraineté, l'intégrité territoriale des Etats et le droit de toutes les nations de déterminer librement et sans ingérences étrangères, quelles qu'elles soient, son modèle économique, politique et social.

Comme preuve de bonne volonté, il est entendu qu'il devra exister une pleine liberté pour la télévision, la radio et la presse. On devra laisser libre cours à un pluralisme politique total au niveau des partis.

IV ELECTIONS LIBRES

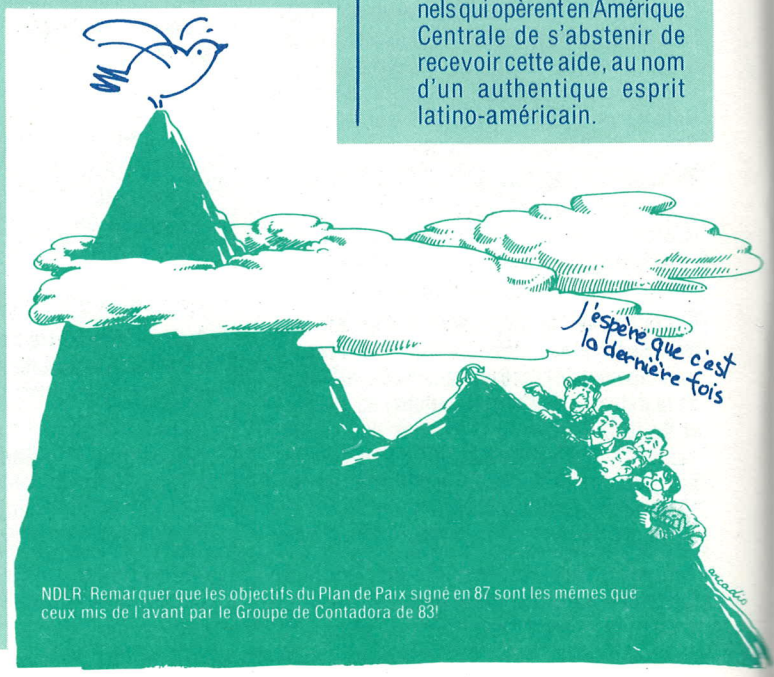
Une fois réunies les conditions inhérentes à toute démocratie, on devra tenir des élections libres, pluralistes et honnêtes, comme manifestation conjointe des Etats centre-américains de leur volonté de parvenir à la réconciliation et à la paix durable pour leurs peuples. On tiendra des élections pour la formation du parlement centre-américain.

Une fois déroulées les élections au parlement centre-américain, on devra organiser dans chaque pays, sous surveillance internationale et avec les mêmes garanties les élections, elles aussi libres et démocratiques pour la nomination de représentants de la population aux niveaux des municipalités, des congrès et assemblées législatives ainsi que de la présidence de la République.

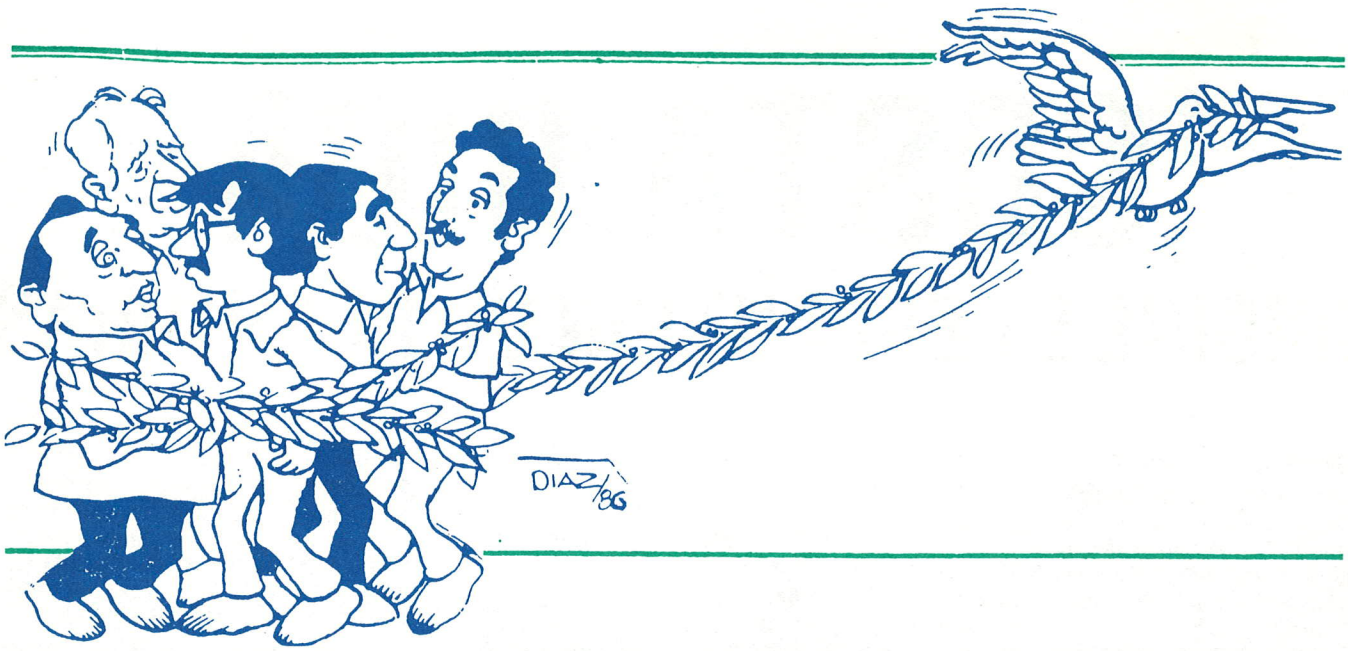
V ARRÊT DE L'AIDE AUX FORCES IRREGULIÈRES OU AUX MOUVEMENTS INSURRECTIONNELS

Les gouvernements des cinq Etats centre-américains demanderont aux gouvernements de la région et de l'extérieur qui, ouvertement ou de manière clandestine, fournissent une aide militaire, logistique, financière, de propagande, en hommes, armements, munitions et équipements à des forces irrégulières ou à des mouvements insurrectionnels, de cesser cette aide, cet arrêt constituant un préalable indispensable à l'obtention d'une paix stable et durable dans la région.

Ils demanderont également aux forces irrégulières et aux groupes insurrectionnels qui opèrent en Amérique Centrale de s'abstenir de recevoir cette aide, au nom d'un authentique esprit latino-américain.



NDLR: Remarquer que les objectifs du Plan de Paix signé en 87 sont les mêmes que ceux mis de l'avant par le Groupe de Contadora de 83!



VI NON-UTILISATION DU TERRITOIRE À DES FINS D'AGRESSION CONTRE D'AUTRES ÉTATS.

Les cinq pays qui souscrivent à ce document réitèrent leur engagement d'interdire l'utilisation de leur propre territoire, de ne pas fournir ni permettre d'appui militaire ou logistique à des personnes, organisations ou groupes cherchant à déstabiliser les gouvernements des pays d'Amérique Centrale.

VII NEGOCIATIONS EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ, DE VÉRIFICATION, DE CONTRÔLE ET DE LIMITATION D'ARMEMENTS.

Les gouvernements des cinq Etats centre-américains, avec la participation du groupe de Contadora dans l'exercice de sa fonction médiatrice, poursuivront leurs négociations sur les points encore en litige relatifs à la sécurité, à la vérification et au contrôle du projet d'acte de Contadora pour la paix et la coopération en Amérique Centrale.

Ces négociations engloberont aussi les mesures à prendre pour le désarmement des forces irrégulières disposées à recourir aux décrets d'amnistie.

VIII RÉFUGIÉS ET DÉPLACÉS

Les gouvernements centre-américains s'engagent à s'occuper d'urgence des groupes de réfugiés et de personnes déplacées à cause de la crise régionale, à leur fournir protection et assistance, spécialement dans les domaines de l'éducation, de la santé, du travail et de la sécurité, ainsi qu'à faciliter leur rapatriement ou leur relogement, chaque fois que ceux-ci ont un caractère volontaire et font l'objet d'une demande individuelle.

IX COOPERATION, DEMOCRATIE ET LIBERTÉ EN VUE DE LA PAIX ET DU DEVELOPPEMENT

La consolidation de la démocratie implique l'instauration d'un régime de bien-être et de justice économique et sociale. Pour atteindre ces objectifs, les gouvernements entreprendront des démarches communes auprès de la communauté internationale en vue d'une aide économique extraordinaire.

X VÉRIFICATION ET SUIVI INTERNATIONAL

On créera une commission internationale de vérification et suivi, composée de secrétaires généraux - ou de leurs représentants - de l'O.E.A., de l'O.N.U. ainsi que des ministres des Affaires étrangères d'Amérique Centrale, du groupe de Contadora et du Groupe d'Appui.

Pour donner davantage de poids aux activités de cette commission, les gouvernements des cinq Etats centre-américains émettront des déclarations exprimant leur soutien à ses travaux de vérification et au suivi des engagements contenus dans ce document. À ces déclarations pourront adhérer toutes les nations désireuses de promouvoir la cause de la liberté, de la démocratie et de la paix en Amérique Centrale.

XI CALENDRIER D'EXECUTION DES ENGAGEMENTS

Au bout de 90 jours à dater de la signature du présent document, entreront en vigueur, simultanément et de manière publique, les engagements relatifs à l'amnistie, au cessez-le-feu, à la démocratisation, à l'arrêt de l'aide aux forces irrégulières et aux mouvements insurrectionnels et à la non-utilisation du territoire pour envahir d'autres Etats, tels qu'ils sont définis dans le présent document.

Au but de 120 jours, la commission internationale de vérification et suivi analysera l'avancement de l'exécution des accords prévus dans le présent document.

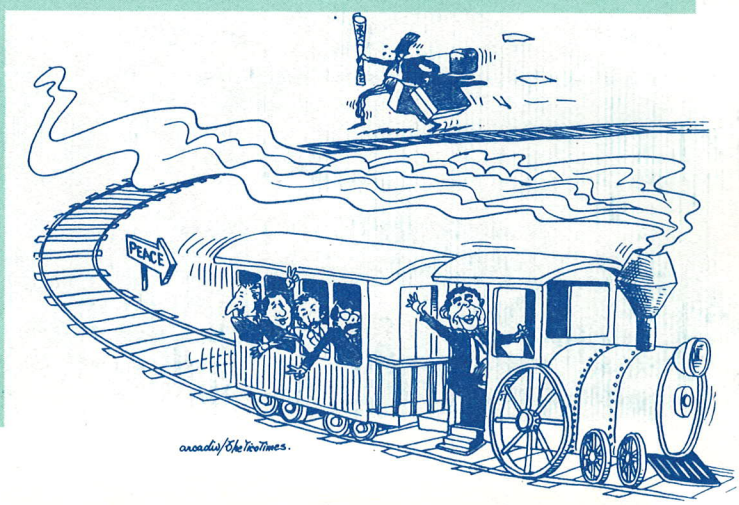
Au terme de 150 jours, les cinq présidents centre-américains se réuniront, recevront un rapport de la commission internationale de vérification et suivi et prendront les décisions qui s'imposent.

DISPOSITIONS FINALES

Les points compris dans le présent document forment un tout harmonieux et indivisible, leur signature entraîne l'obligation, acceptée de bonne foi, d'exécuter simultanément, dans les délais établis, ce qui a été convenu.

Nous, les présidents des cinq Etats d'Amérique Centrale, avec la volonté politique de répondre aux aspirations de paix de nos peuples, l'avons signé dans la ville de Guatémala, le septième jour du mois d'août de 1987.

Oscar Arias Sanchez, José Napoleon Duarte, Vinicio Cerezo Arevalo, José Azcona Hoyo, Daniel Ortega Saavedra. ■



COSTA RICA

ORIGINE ET EVOLUTION DU PLAN ARIAS

OSCAR ARIAS ET LE PLN

Le président actuel du Costa Rica, Oscar Arias, a été élu le 2 février 1986. Il est du même parti que son prédécesseur Luis Alberto Monge, le PLN (Parti de Libération Nationale) qui n'a pas été tendre envers le Nicaragua durant la majeure partie de son administration (1982-1986). Pendant cette période le gouvernement du C.R. a fermé les yeux sur les activités de la Contra sur son territoire (établissement de nombreuses bases près de la frontière, réunions des dirigeants dans les grands hotels de San José la capitale) et le président lui même avait donné l'autorisation au gouvernement E.U. pour l'allongement d'une piste d'atterrissage au nord ouest du pays pour le ravitaillement des contras, tel que l'a révélé le scandale de l'Irangate.

Les relations diplomatiques avec le Nicaragua ont même été rompues unilatéralement à la suite de l'incident frontalier du 31 mai 1985 à Las Crucitas où deux gardes civils costaricains ont été tués. À la fin de son mandat, Monge ne s'est même pas déplacé pour l'investiture de Vinicio Cerezo au Guatémala ni celle de José Azcona au Honduras où il aurait rencontré les autres chefs d'états centre-américains.

La mise sur pied d'un plan de paix de la part du nouveau président du C.R. à quelque chose de paradoxal, bien que la paix soit le souhait de la majorité des centre-américains.

UN COUP BAS À CONTADORA

En janvier 1987, Arias reçoit la mission de paix de Contadora et du groupe d'appui, dont font partie également les secrétaires généraux de l'ONU et de l'OEA. À cette occasion il leur déclare qu'il est fatigué de l'approche de Contadora et de son incapacité d'arriver à une solution et qu'il va proposer aux autres pays de l'isthme son propre plan de paix, tout en soutenant que les sandinistes sont le principal obstacle dans la région.

LA CAMPAGNE ÉLECTORALE D'ARIAS

Il faut remonter une année auparavant, au cours de sa campagne électorale, pour trouver dans le discours d'Arias une préocupation de paix en A.C. alors que ce langage n'avait pas été tenu depuis longtemps par le Parti de Libération nationale. Ce thème, chez lui, a pris naissance en cours de campagne alors que les sondages d'opinion donnaient comme favori son concurent du PUSC (Parti d'Union Social-Chrétienne) Rafael Calderon. Ce dernier, anti-communiste convaincu, bénéficiait de l'appui de Reagan et de Bush. Il est fort possible que cette attitude de "candidat pour la paix" ait joué en sa faveur et influé la décision de l'électorat costaricain dont le désir est avant tout de rester hors des remous qui ensanglantent l'A.C..

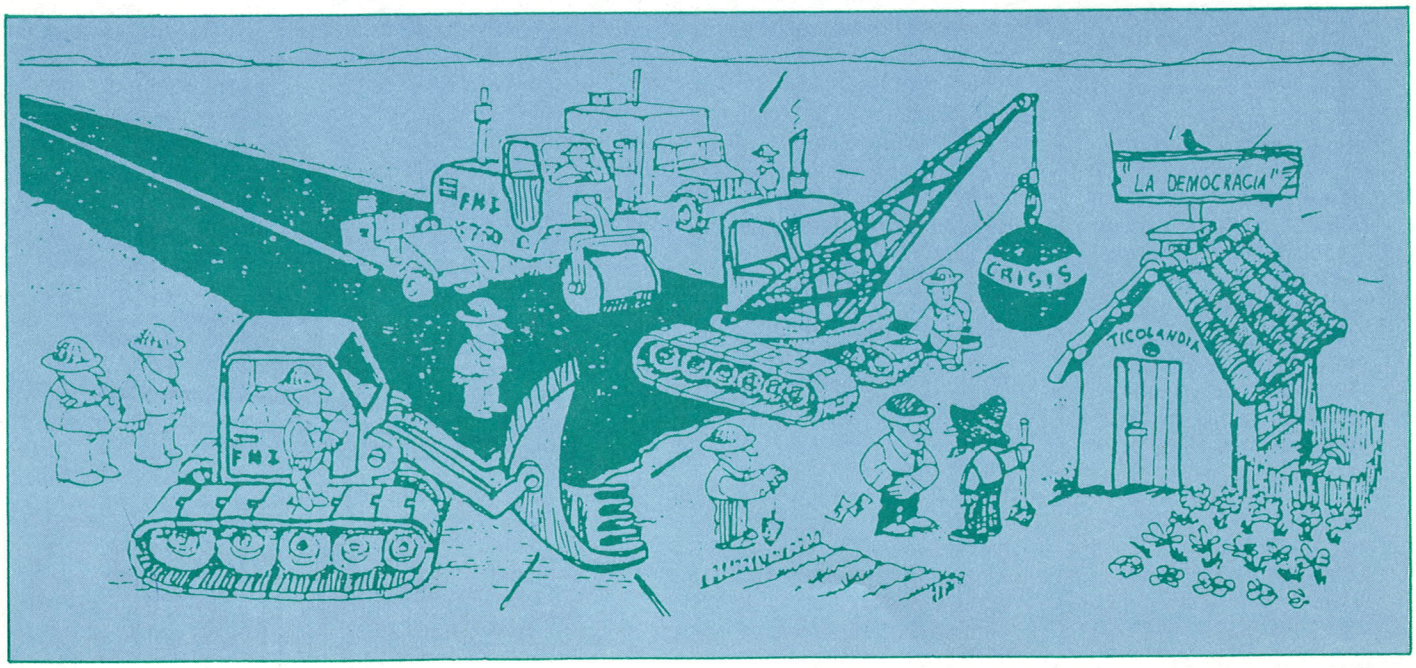
ARIAS PREND SON BÂTON DE PELLERIN

Un mois après son élection, alors qu'il n'a pas encore reçu l'investiture, il entreprend plusieurs voyages en Amériques du Sud et dans les divers pays d'Amérique Centrale où il rencontre les présidents et les ministres des affaires étrangères membres de Contadora. Le thème principal de ces rencontres est la paix en A.C..

En avril 86 il rencontre également Philip Habib, envoyé spécial de Reagan pour l'Amérique Centrale. Il fait toutes ces démarches paralèlement au travail de Contadora qui prépare un nouveau traité de paix dont la signature est prévue pour le 6 juin 86.

Le 8 mai a lieu la passation des pouvoirs entre l'ancienne équipe d'Alberto Monge et la nouvelle d'Oscar Arias, c'est une occasion de plus pour prononcer un discours sur la paix, de la part du nouveau président.

→



COSTA RICA:
Superficie: 51,100 km²
Monnaie: le colon (57,3 par $ U.S.)
Population: 2,500,000 habitants (1986)
Population économiquement active:
Agriculture: 28%
Industrie: 22%
Services: 50%
Chômage: 5,7% (Officiel 1986)
Inflation: 11% (1986)
P.I.B. par habitant: 1,043 $ US (1985)

OSCAR ARIAS, président

En juin le Nicaragua refuse de signer le traité de Contadora car il ne peut accepter de réduire son armement, comme proposé, tant que les E.U. appuieront les contras. C'est le moment que choisi P. Habib pour venir en visite à San José, discuter la paix et en même tant d'une aide de 300 millions $ US aux divers pays d'A.C. (sauf au Nicaragua). Pendant ce temps le congès vote l'octroi de 100 millons $ aux contras pour 86/87.

Un nouvel incident diplomatique survient fin juillet; il aurait pu mettre en veilleuse l'engouement d'Arias pour le rôle nouveau qu'il semble vouloir donner à sa fonction de président, mais il n'en fût rien. Le gouvernement du Nicaragua porte plainte devant la Cour Internationale de Justice de la Haye contre le Honduras et le C.R. pour avoir permis l'utilisation de leur territoire par les mercenaires du gouvernement E.U. dans le but de renverser le régime sandiniste. Contrairement à la déclaration du Honduras qui ne reconnaît pas la juridication de la Cour de la Haye, le C.R. envisage d'assurer sa défense.

En septembre 86 Habib vient à San José annoncer que l'aide des E.U. au C.R., qui était prévue de 75 millions $ sera seulement de 60 millions $ et il invite le président à un déjeuner avec Reagan à la fin du mois. Arias s'est rendu à l'invitation mais Reagan n'a pu le recevoir.

À partir de ce moment les effets de l'attitude d'Arias commencent à se faire sentier concrètement, ce que lui reproche vertement l'entreprise privée qui craint de voir se fermer le robinet à $. En fait, il dérange sérieusement les décideurs de Washington. Arias ne se décourage pas, d'ailleurs il a calculé depuis longtemps qu'il lui resterait à assurer la présidence encore pendant deux ans après la fin du mandat de Reagan, donc il peut prendre certains risques en ce moment.

LE PLAN DE PAIX

Début de janvier 87 il prépare une rencontre avec les autres présidents centre-américains pour leur proposer une solution de paix et envoie son Ministre des Affaires étrangères, Rodrigo Madrigal à Miami s'entretenir avec le sous-secrétaire d'Etat aux Affaires Inter-américaines, Elliott Abrams et P. Habib pour tâter le pouls des E.U.. La rencontre a lieu le mois suivant à San José mais Daniel Ortega n'est pas invité et Vinicio Cerezo déclare qu'il faudra qu'il le soit pour le prochain rendez-vous prévu au Guatémala en juin. Cette rencontre des présidents est suivie d'une série de visites de personnalités des E.U. au C.R., Habib bien sûr, ainsi que de nombreux délégués ou membres du Congrès.

Au mois de mai 87, c'est la grande tournée de 21 jours du président Arias et de sa suite dans les capitales européennes à la recherche d'appuis pour son Plan. La mission est importante car de gros nuages noirs s'accumulent à l'horizon en provenance des E.U..

À son retour d'Europe, le gouvernement du El Salvador demande le report de la rencontre au Guatémala en août afin que les ministres des Affaires étrangères aient le temps de se mettre d'accord sur certains points litigieux; cette demande suivait de très près la visite de Habib à San Salvador. Pendant ce temps Reagan annonce qu'il continuera à aider les contras. La deuxième rencontre est reportée au 7 août 1987. Arias engage alors une course contre la montre, selon ses dires, il envoie des représentants rencontrer les ministres de Contadora pour leur demander de faire des pressions sur les nations centre-américaines afin qu'elles acceptent le calendrier prévu. En juillet il se rend à Managua, San Salvador, Tégucigalpa et Guatémala, puis rencontre ensuite tous les ministres de Contadora et du Groupe d'Appui au Honduras en vue de parvenir à tenir la réunion des présidents au début du mois suivant à Esquipulas (Guatémala).

Ses efforts ont porté fruit et **malgré une tentative de sabordage de Reagan**, la veille des discussions, en proposant un plan de paix E.U., **la rencontre a permis de discuter, modifier et ratifier, de la part des cinq présidents centre-américains le Plan de Paix Arias.** ■

NDLR: AU MOMENT D'ALLER SOUS PRESSE, NOUS APPRENONS LA NOMINATION DE M. OSCAR ARIAS AU TITRE DE PRIX NOBEL DE LA PAIX POUR 1987.

NICARAGUA

LA VOIE DE LA NÉGOCIATION ET DU DIALOGUE

Le dénouement de la crise centre-américaine, tel que proposé dans le Plan de Paix signé le 7 août dernier, représente un élément essentiel pour la survie de la révolution au Nicaragua; le pays, en effet, a besoin de poursuivre la construction "de son modèle économique, politique et social sans ingérences étrangères".

Le voie choisi par le Nicaragua pour arriver à une pacification dans ses relations avec les Etats-Unis et tous les pays d'Amérique Centrale est, par opposition à toute alternative militaire, celle de la négociation et du dialogue.

Voilà pourquoi le Nicaragua a toujours été le premier pays à souscrire aux initiatives de paix dans la région, que ce soit Contadora ou "l'Acte de Paix et de Coopération en Amérique Centrale", le Groupe d'Appui ou le projet de parlement centre-américain. Aujourd'hui encore, le Nicaragua s'empresse de donner suite aux accords du Plan de Paix.

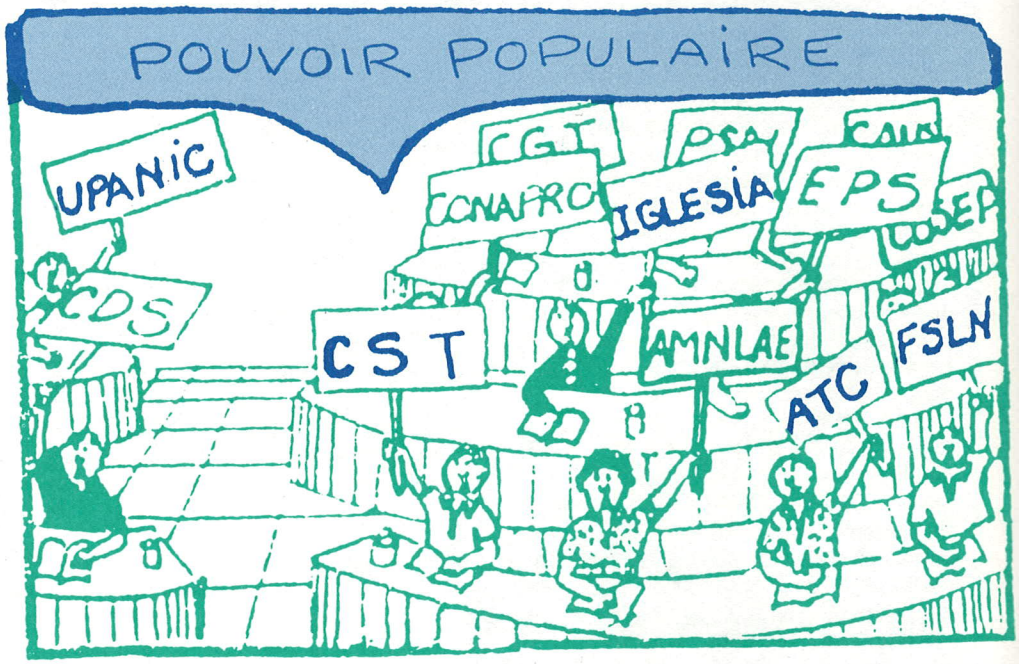
LE NICARAGUA ET LE PLAN DE PAIX

Voyons la position non équivoque du gouvernement Nicaraguayen en regard du processus de paix dans la région en particulier concernant six des onze points que comporte le Plan de Paix.

1) RÉCONCILIATION NATIONALE

a) Amnistie: Depuis le 9 juillet 1987, donc un mois avant la signature de l'accord, l'Assemblée nationale nicaraguayenne avait décidé de prolonger l'amnistie décrétée en 1985. Depuis, 9 461 personnes en ont déjà bénéficié, dont la moitié représente des ex-contras. De plus, une nouvelle loi d'acquittement est à l'étude pour les prisonniers politiques d'allégeance somoziste: depuis 1979, 600 condamné(e)s ont demandé d'être acquitté.

b) Démocratisation: Le plan de démocratisation contenu dans le Plan de Paix ne se limite pas qu'au processus électoral, le processus démocratique s'est déjà engagé en août 1980 alors que le gouvernement sandiniste lançait sa campagne d'alphabétisation, mettait sur pied des organisations de masse, enclenchait sa réforme agraire ainsi que plusieurs autres mesures visant à démocratiser la société nicaraguayenne après le départ de Somoza. La démocratisation est un élément essentiel du projet sandiniste; le gouvernement y a malheureusement dérogé à quelques reprises, de façon transitoire cependant, afin de répondre aux agressions, tant intérieures qu'extérieures.



2) LES ÉLECTIONS LIBRES

Les présidentielles auront lieu selon les délais prévus par la constitution du pays; tous les partis politiques légalement inscrits pourront y participer et auront accès à tous les moyens de communication. Le choix des membres de la Commission nationale de vérification a déjà été fait selon les termes de l'accord et Mgr. Obando en est le président.

Le journal de l'opposition "La prensa" a repris ses activités depuis le 19 septembre dernier, de même que la Radio catholique. Quant à la Contra, le gouvernement sandiniste se dit prêt à dialoguer non pas avec elle mais bien avec"... le chef des mercenaires, Ronald Reagan...".

3) COMMISSIONS DE RÉCONCILIATION RÉGIONALES

Jusqu'à maintenant, on dénombre 17 commissions régionales prévues pour assurer l'application de l'accord sur tout le territoire du pays et surtout dans les régions de Jinotega et de Matagalpa, les plus touchées par la guerre.

4) COMMISSION INTERNATIONALE DE VÉRIFICATION

Le 25 août dernier, on procédait à la nomination des personnes devant faire partie de la Commission internationale de vérification qui a eu sa deuxième rencontre les 17 et 18 septembre derniers à Managua.

→

NICARAGUA:
Population: 3 300 000 habitants
Superficie: 130 000 km²
Monnaie: le cordoba (900 par $ U.S.)
Population économiquement active:

Agriculture:	43%
Mines:	2%
Industrie:	18%
Services:	37%

Chômage: n.d.
Inflation: 350% (1986)
P.I.B. par habitant: 1,188 $ US (1986)

DANIEL ORTEGA, président

5) Suspension de l'aide militaire

Les présidents centre-américains se sont également entendus pour qu'aucun de leurs territoires ne puisse être utilisé pour agresser un autre état. L'accord vise donc les pays dont le territoire sert de tremplin aux attaques contre le Nicaragua, soit le Honduras et, auparavant, le Costa-Rica.

L'accord interpelle de façon non équivoque la Contra afin qu'elle évacue la région de l'Amérique Centrale. La Contra est identifiée comme une force extérieure à la région agressant un état centre-américain. Le Nicaragua sort donc largement favorisé par l'accord, du moins en ce qui concerne ce point précis.

6) LE CESSEZ-LE-FEU

Le plan de paix donne jusqu'au 7 novembre prochain pour parvenir à un cessez-le feu dans les pays en guerre. Le président Ortéga, lors de la deuxième réunion de la Commission exécutive d'Esquipulas, a demandé au Congrès américian de surseoir à l'aide financière apportée aux contre-révolutionnaires; de son côté, Managua s'engage à instaurer par la suite un cessez-le-feu sur tout le territoire. La guérilla acceptera-t-elle la trêve?

L'état d'urgence, qui limite certains droits, sera aussi suspendue dès la fin de l'agression militaire de la Contra. "Pas d'agression, pas d'état d'urgence et pleine application de la constitution, avec liberté de presse, de parole, etc..." déclare Sergio Lacayo, ambassadeur du Nicaragua à Ottawa.

The Guardian

«Nous n'essayons pas de renverser leur gouvernement, mais juste de changer leur structure...»

POUR UNE PAIX STABLE ET DURABLE

Après six ans de guerre, l'accord conclu au Guatémala est l'aboutissement des efforts faits par le peuple du Nicaragua pour en arriver à une solution pacifique des conflits par la voie de la négociation tout en maintenant son droit à l'autodétermination...

"...on est face à une première grande victoire, attendue depuis tant d'années d'incessantes discussions depuis la formation de Contadora et du Groupe d'Appui. Cet accord est devenu réalité grâce au soutien apporté par la communauté internationale, à des organismes comme l'O.N.U., l'O.E.A. et C.E.E. ainsi que par tous les pays frères d'Amérique latine..."

Ces paroles ont été prononcées par Daniel Ortega, président du Nicaragua, alors qu'il s'adressait au peuple nicaraguayen le 9 août dernier.

Certes, il s'agit effectivement d'un **premier pas vers la pacification de la région, mais la paix n'est pas encore une réalité.** Le Nicaragua est conscient des énormes obstacles qu'il faudra surmonter pour atteindre les objectifs contenus dans le Plan de Paix. Le pays tout entier, avec l'ensemble de ses organisations de masse, est déterminé à y arriver puisque, pour la première fois, il existe des possibilités réelles d'instaurer une paix durable et stable en Amérique Centrale.

Cependant, il ne faut pas oublier que sans la volonté politique des Etats-Unis, l'application du Plan de Paix pensé par et pour les Centre-Américains pourrait s'avérer difficile, voire impossible. ■

GUATÉMALA

UNE POLITIQUE DE NEUTRALITÉ ACTIVE

En janvier 1986, le démocrate-chrétien Vinicio Cerezo était élu président du Guatémala. L'arrivée au pouvoir d'un civil, après plus de trois décennies de pouvoir militaire quasi ininterrompu, n'a toutefois pas modifié de façon significative le panorama socio-politique du pays. Cependant, dès son investiture, le président Cerezo a mis en oeuvre une importante offensive diplomatique pour s'assurer le leadership au niveau de la politique régionale. **L'élément-clé de cette offensive était une politique de "neutralité active" dans la région.**

Selon le Ministre des Relations Extérieures, Mario Quinonez Amezquita, cette politique de neutralité active signifie que le Guatémala veut s'abstenir de prendre position face à un conflit de caractère diplomatique ou belliqueux, mais qu'il entend participer à la recherche de solutions pour que ce conflit soit résolu.

Appui au groupe de Contadora, proposition de création d'un parlement centre-américain, gestion pour empêcher l'annulation d'Esquipulas II, bref, le mandataire guatémaltèque n'a ménagé aucun effort pour que la voie des négociations l'emporte sur celle d'une régionalisation du conflit politico-militaire. Lorsqu'on connait les liens solides qui unissent le Guatémala aux Etats-Unis, cette position peut paraître surprenante. Si l'on tient compte de l'incapacité de Cerezo à solutionner les problèmes internes de la nation et de la persistance des violations des droits de l'homme dans ce pays, on est en droit de se demander **à quoi rime cette politique de "neutralité active".**

Appelé à expliquer sa politique extérieure au patronat guatémaltèque, Cerezo déclarait que "la neutralité active est diplomatique et non pas idéologique, qu'**idéologiquement, le Guatémala se trouve du même côté que les Etats-Unis à la table de négociations".**

Cette politique, en fait, loin de constituer un appui réel et solide au Nicaragua, répond plutôt à des impératifs internes dont l'objectif principal est de consolider le processus de contre-insurrection mis de l'avant par les militaires en 1982. "Ici, soulignait le Général Gramajo, chef de l'Etat-Major de l'armée guatémaltèque, nous avons inversé le dicton qui dit que la guerre est la continuité de la politique; **au Guatémala, c'est la politique qui est la continuité de la guerre".**

Effectivement, malgré l'élection du démocrate-chrétien Cerezo, les militaires ne se sont pas résignés à interrompre la lutte féroce qu'ils livrent depuis plus de deux décennies à l'opposition armée. Celle-ci, après de sérieux reculs au début des années '80, a considérablement accru son niveau d'activités au cours des deux dernières années. Les militaires en ont donc plein les bras avec l'opposition interne: pas question qu'ils ne détournent leur attention des régions dites "de conflit" pour s'engager dans un conflit régional dans lequel "ils n'ont rien à voir", selon la position officielle.

Selon Cerezo lui-même, l'engagement du Guatémala dans une guerre régionale (contre le Nicaragua), impliquerait que l'armée doive tripler ses effectifs et que le budget militaire augmente de 400 millions $ US, ce qui porterait évidemment un dur coup à l'économie déjà chancelante du pays. D'autre part, afin de contrer l'isolement économique et diplomatique international auquel le régime guatémaltèque s'est trouvé confronté après plusieurs années de répression indiscriminée contre la population civile, la politique de neutralité active s'est avérée un instrument parfait pour s'attirer les faveurs de nombreux gouvernements occidentaux. En Europe, notamment, les requêtes d'appui économique et politique de Cerezo on connu un vif succès auprès des gouvernements espagnol, ouest-allemand et français et ce, malgré que la situation interne du pays, tant au niveau des droits de l'homme qu'au niveau socio-économique, soit demeurée inchangée.

Toutefois, la contradiction la plus profonde à laquelle la politique extérieure de Cerezo se trouve confrontée est sans contredit l'implication directe de l'armée et de certains secteurs de la classe dirigeante dans l'appui logistique aux contras.

En effet, l'enquête menée aux Etats-Unis autour du scandale de "l'Irangate" a révélé l'implication de militaires de haut rang dans cette affaire. Bien que l'ait démenti avec véhémence le président Cerezo, le bien fondé de l'hypotèse d'une filière guatémaltèque dans l'appui aux contras s'est vue confirmée à maintes reprises par la suite: utilisation systématique de la capitale guatémaltèque comme base d'opération pour les activités diplomatiques de l'organisation anti-sandiniste UNO (Union Nacional Opositora), rencontre de Cerezo avec les dirigeants de cette même organisation, utilisation de terres appartenant à des membres du mouvement d'extrême-droite "MLN" (Mouvement de Libération National) pour l'entrainement militaire de contras, mystérieuse implication d'un avion civil immatriculé au Guatémala dans le ravitaillement des contras au Honduras, etc.

Bref, la politique extérieure du gouvernement guatémaltèque, bien que très "active" n'a à toute fin pratique rien de "neutre" si ce n'est sa ferme décision de ne pas s'impliquer militairement dans un conflit qui entraînerait des coûts énormes, tant sur les plans militaire et économique que diplomatique. →

AMBIGUITES ET CONTRADICTIONS

GUATEMALA:
Population: 7 900 000 (1986)
Superficie: 108 899 km²
Monnaie: le quetzel (1,0 par $ U.S.)
Population économiquement active:

Agriculture:	55%
Mines:	1%
Industrie:	17%
Services:	27%

Chômage:
Inflation: 18,2% (1985)
P.I.B. par habitant: 1,329 $ US (1985)

VINICIO CEREZO, président

Le véritable test, toutefois, sera celui de la mise en application des points du Plan de Paix ayant trait à la situation interne du pays. Déjà des militaires guatémaltèques ont déclaré que l'accord signé par les présidents centre-américains ne s'appliquait pas au Guatémala.

Cerezo accepterait-il, malgré l'opposition farouche de l'armée, de mettre de l'avant les réformes que l'opposition armée proposera, sans aucun doute, dans la négociation en cours: démanteler les mécanismes de contrôle de la population civile, traduire en justice les militaires responsables des 100 000 assassinats et des 40 000 disparitions forcées et réaliser une véritable réforme agraire?

Cerezo apportera-t-il une réponse juste et durable aux espoirs de paix du peuple guatémaltèque?

Il nous est permis d'en douter fortement puisque l'arrivée au pouvoir de Cerezo avec l'accord des militaires visait essentiellement à perpétuer un modèle de domination et d'exploitation à bout de souffle, et à contenir la crise socio-économique qui secoue le pays depuis plus d'une décennie.

L'OPPOSITION ARMÉE SE PRONONCE

Peu de temps après la signature du Plan de Paix par les présidents centre-américains, l'opposition armée guatémaltèque, regroupée au sein de l'Unité révolutionnaire Nationale Guatémaltèque - URNG —faisait connaître sa position.

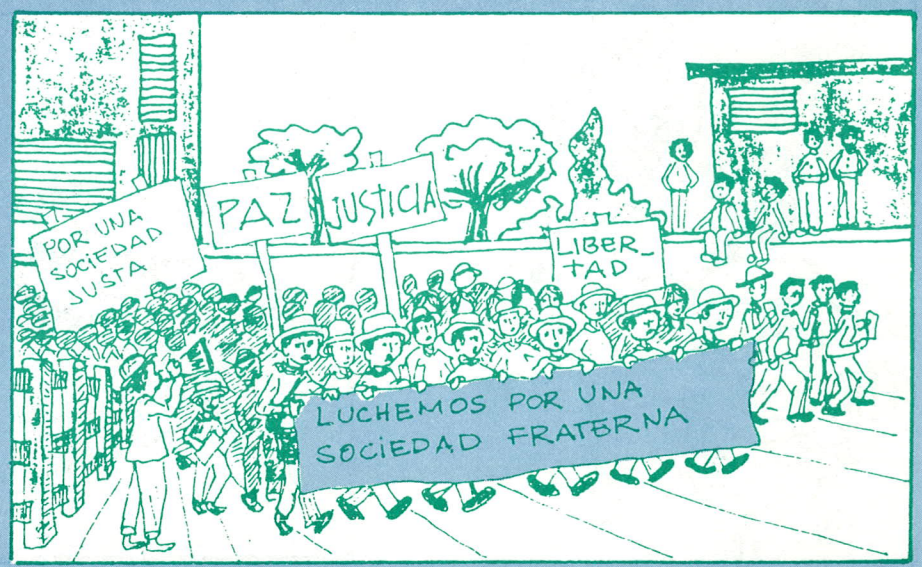
Dans un communiqué, la URNG a fait savoir qu'elle considère que l'**Accord ouvre des possibilités pour que le gouvernement guatémaltèque assouplisse sa position et accepte publiquement d'entamer le dialogue avec les insurgés.**

La URNG a toutefois fait remarquer que le Plan comporte des lacunes significatives, puisqu'il ne fait pas de distinction entre un conflit de caractère international (celui du Nicaragua) et les conflits internes de caractère structurel qui sévissent au Salvador et au Guatémala. **L'omission des situations particulières de chaque pays pourrait, selon la URNG, créer certaines confusions.**

L'organisation révolutionnaire a également déclaré que le rejet des pressions et des machinations des Etats-Unis constitue l'un des aspects les plus positifs de l'Accord. Celui-ci, souligne la URNG, constitue une base pour la discussion, susceptible de se convertir dans une certaine mesure, en autonomie régionale.

Enfin, la URNG a réitéré son respect et son appui à tous les efforts visant à conquérir la Paix en Amérique Centrale et a lancé un appel au président Vinicio Cerezo pour qu'il mette de l'avant un dialogue national, avec la participation de toutes les forces représentatives des intérêts du peuple guatémaltèque et ainsi jeter les bases de la construction d'une véritable démocratie et de la paix dans le pays.

Le 2 octobre dernier, suite à l'annonce d'une rencontre entre Cerezo et la URNG prévue pour la mi-octobre à Madrid, la URNG annonçait qu'un cessez-le-feu unilatéral entrerait en vigueur immédiatement et ce, pour toute la durée des négociations. L'armée guatémaltèque, pour sa part, a annoncé qu'elle se refusait à respecter le cessez-le-feu. ■



EL SALVADOR

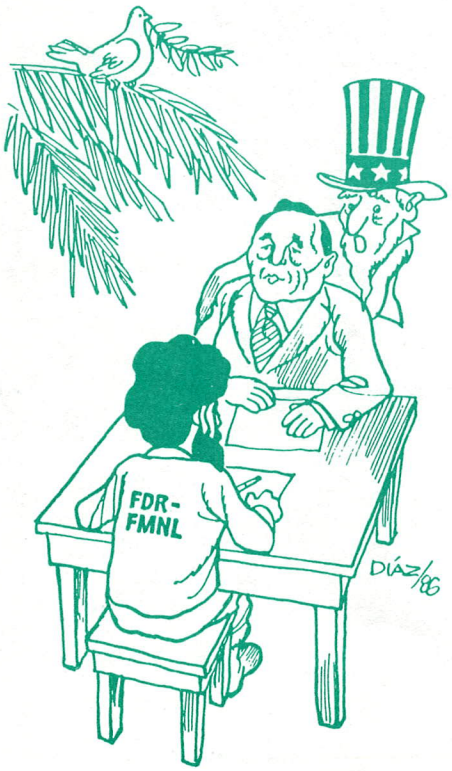
POURSUIVRE LE DIALOGUE DÉJÀ AMORCÉ

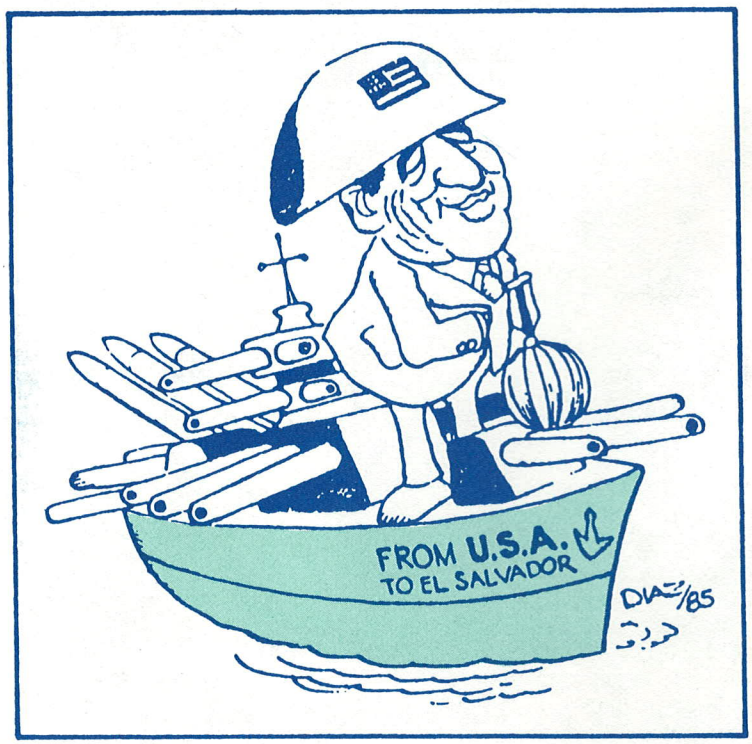
"Nous avons toujours considéré comme positifs les efforts pour en arriver à une paix juste et durable dans la région" déclarait le commandement général du F.M.L.N. (Front Farabunado Marti de Libération Nationale) au sujet de la rencontre des présidents d'Amérique Centrale le 7 août dernier.

Il est indéniable qu'au début, le gouvernement salvadorien a essayé de tirer profit d'une interprétation étroite du Plan de Paix pour isoler le mouvement révolutionnaire regroupé dans le FMLN-FDR (Front Démocratique Révolutionnaire). Mais la réalité a obligé les intervenants à reconnaître qu'au Salvador, il faut poursuivre le dialogue déjà amorcé pour rechercher la paix et la justice sociale.

POUR LE SALVADOR, LE PLAN DE PAIX COMPORTE DES LIMITES IMPORTANTES:

- Les accords d'Esquipulas II ne tiennent pas compte des particularités régionales du Salvador. En demandant aux cinq pays signataires de mettre sur pied un processus de réconciliation, les Accords font abstraction du niveau de développement atteint par le dialogue au Salvador. Depuis 1984 (en octobre et novembre, à la Palma et à Ayagualo), il y a eu deux rencontres entre le gouvernement de Duarte et les forces armées révolutionnaires du FMLN qui contrôle un tiers du territoire salvadorien et dont l'influence se fait sentir dans tous les secteurs nationaux. Lors de ces réunions, on était arrivé à des accords de compromis visant à continuer le dialogue sans conditions préalables pour mettre fin à cette guerre qui dure depuis sept ans. Ces accords recevaient l'assentiment de l'O.N.U. et d'autres gouvernements au niveau international. Malgré cela, et en dépit de la volonté du peuple, exprimée lors de nombreuses manifestations, appuyant largement les propositions du FMLN-FDR pour la poursuite du dialogue, le gouvernement Duarte a interrompu le processus.
- le Plan de Paix laisse place à une interprétation ambigüe en ne distinguant pas clairement le FMLN des contras. Ces derniers sont l'instrument de Reagan, créé de l'extérieur pour déstabiliser la révolution sandiniste. Ils ont leur arrière-garde au Honduras; financés et administrés par le gouvernement nord-américain contre la volonté du peuple hondurien, ils ne pourraient survivre sans ce soutien. Le **FMLN est un mouvement aux racines nationales dont l'arrière-garde se trouve à l'intérieur du pays. Il bénéficie d'un énorme appui populaire et l'ennemi reconnaît même qu'il a son propre projet politique. L'essence du pouvoir du FMLN réside dans le peuple, dont il représente les intérêts, et non dans un appui externe auquel on fait allusion dans le Plan de Paix.** →





SALVADOR:
Population: 5 400 000 habitants
Superficie: 21 041 km²
Monnaie: le colon (2,5 par $ U.S.)
Population économiquement active:
Agriculture: 50%
Industrie: 18%
Services: 32%
Chômage et sous-emploi: 25% (estimation)
Inflation: 22% (1985)
P.I.B. par habitant: 1,001 $ US (1986)

NAPOLEON DUARTE, président

LA POPULATION MANIFESTE SON APPUI AU FMLN-FDR

Quelques semaines avant la rencontre d'Esquipulas II dans une lettre adressée aux cinq présidents centre-américains, les deux principales universités, la plus grande fédération syndicale, deux partis politiques, une association de professionnels et une autre de l'entreprise privée salvadorienne demandaient aux mandataires de la région de tenir compte que:

- le FMLN-FDR qui a ses racines au Salvador, bénéficie d'un large appui populaire et qu'il est une manifestation de la recherche que font les Salvadoriens pour se donner les instruments qui puissent résoudre la crise salvadorienne.
- que toute solution de la crise salvadorienne doit passer par un dialogue sans condition avec le FMLD-FDR et que celui-ci interrompu par le président Duarte, doit être continué.

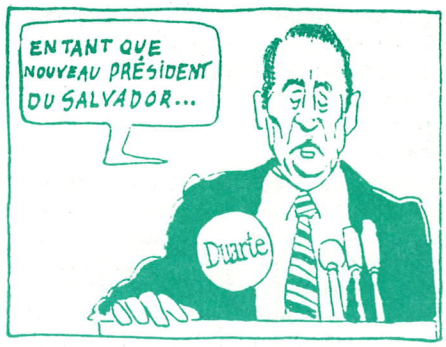
En ce sens, les signataires demandent aux présidents de considérer la proposition des révolutionnaires sur l'humanisation du conflit et la reprise du dialogue faite à Duarte au courant du premier semestre de cette année.

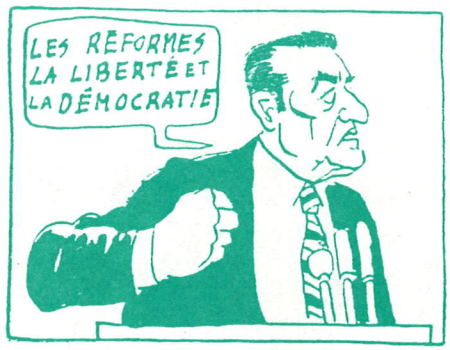
Suite à la réunion d'Esquipulas II, le FMLN-FDR a reconnu que les accords signés donnaient un cadre positif pour continuer la recherche d'une solution politique au conflit salvadorien et dans ce sens, il a sollicité une rencontre immédiate et sans condition avec le gouvernement. Pour sa part le président Duarte déclarait, comme il l'avait fait déjà plusieurs fois auparavant, qu'il ne rencontrerait les fronts qu'à condition que le FMLN-FDR dépose les armes et que le gouvernement nicaraguayen rencontre les contras. Pour donner force à ses propos, il s'est réuni avec les leaders de la contre-révolution nicaraguayenne.

Très tôt cependant, les manipulations du Plan de Paix faites par le président Duarte allaient se montrer inefficaces pour nier la réalité salvadorienne. Au niveau interne, 50 000 personnes manifestaient le 15 septembre dernier à San Salvador demandant une solution politique nationale. Puis, c'était le tour des partis politiques d'opposition - 8 des 9 partis parmi lesquels même ARENA (Action Républicaine Nationale), le parti de l'oligarchie - de s'exprimer comme tous au Salvador l'ont déjà fait. Dans un document les 8 partis exigent du gouvernement qu'il reprenne immédiatement et sans condition le dialogue avec le FMLN-FDR. Au niveau externe le FMLN-FDR rencontrait le président du Costa Rica, Oscar Arias, et celui-ci se déclarait prêt à servir de médiateur entre les forces révolutionnaires et le gouvernement salvadorien. Ces pressions exercées sur Duarte ont abouti à ce que ce dernier se voit obliger d'accepter la rencontre sans condition avec le FMLN-FDR le 4 octobre dernier, pour les mêmes raisons sans doute qui l'ont obligé à signer le Plan de Paix: sa grande faiblesse politique et militaire, alors que le pays est submergé par la crise économique la plus profonde de l'histoire nationale.

Le Plan de Paix régional a accéléré la dynamique interne qui existait déjà autour de la finalisation du conflit par une solution négociée. Ceci continuera sûrement à se développer, indépendamment des résultats des accords au niveau régional. Les salvadoriens sont maintenant tous conscients que les seuls intéressés à continuer la guerre sont le gouvernement de Duarte et les Etats-Unis.

LA DÉMOCRATIE, L'AUTO-DÉTERMINATION NATIONALE ET LA PAIX EXIGENT AU SALVADOR LA FORMATION D'UN GOUVERNEMENT DE CONSENSUS NATIONAL. ■





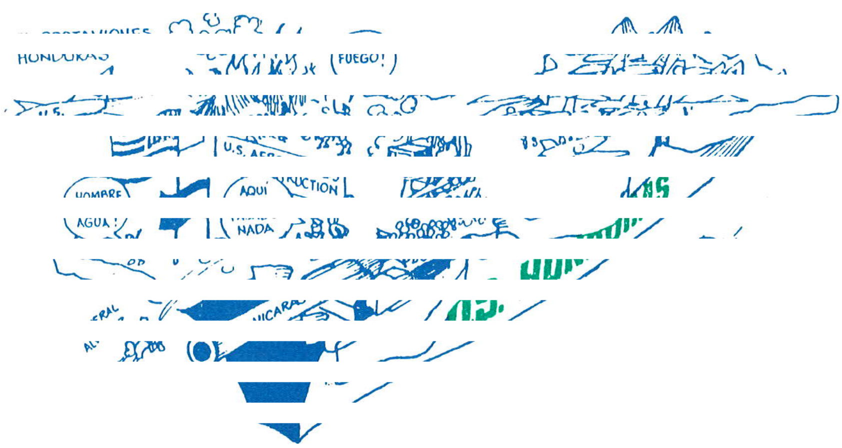
HONDURAS

ACCUSÉ D'ESSAYER DE SAPER LE PLAN DE PAIX

"Le Honduras est le pays qui aura le
mettre en pratique et remplir les accords
de Guatemala." Tels furent les propos de
lors de son retour dans la capitale,
Tegucigalpa, après la signature du Plan
Cet optimisme présidentiel a été démenti
par l'attitude négative de son ministre
la rencontre des 19 et 20 août à Managua
où devaient être discutées les procédures
résolutions générales de l'Accord. Carlos
López s'est absenté le premier jour des
sadeur américain, Everett Briggs. À son
retour, il s'est opposé à l'idée de créer des
empêcher la formation d'un comité inter-
national de vérification créé par les signa-
les bases des contras au Honduras.
Malgré les déclarations du président
novembre, il n'y aurait plus de contras
dans les campements situés sur territoire
continuent de croire à l'impossibilité de
respecter une telle promesse. **Le véritable**
les mains des militaires et ces derniers ne se
sont pas prononcés sur cet Accord de plus,
ment à la politique américaine. Les
quelques 80 millions de dollars octroyés
donc pour l'entraînement militaire et le
maintien des dix bases qu'il possède,
politique interne du Honduras.
Cette ingérence permet que se réalise
militaire. Historiquement, le Pentagone a
tout fait pour s'assurer le contrôle absolu
Centrale; c'est ce qu'on appelle le maillon
fondamental dans la région.
attendent avec anxiété les ordres de
Washington pour commencer à exécuter, à
conflictuels: cessez-le-feu, désarmement
des contras, contrôle et réduction de
l'armement, commission de réconciliation
peu d'enthousiasme à inviter les partis
sion. Quant à l'élection du parlement
extérieures Carlos López a affirmé devant
le Congrès du Honduras que le gouverne-
importance à cet engagement.
Pendant que les cinq présidents d'Amé-
rique Centrale s'apprêtaient à signer le
Plan de Paix, de nouvelles manœuvres
militaires s'effectuaient du 30 juillet au 17
centrale du territoire hondurien. 750
américains en provenance de Fort Drum
ments difficiles en milieu tropical, sous
les ordres du commandement en chef des
C'est la première fois que la division de
Montagne des États-Unis fait une telle
sion a fait partie du contingent de 50 000
américains et honduriens qui a commencé
"Escudo Sólido" (bouclier solide), bataille
simulée contre les envahisseurs
plus qui justifie non seulement la construc-
tion d'autres pistes d'atterrissage et de
présence de la flotte américaine trans-
portant des blindés et des hélicoptères au
Honduras. Il faut se rappeler que c'est à
Palmerola, au Nord du Honduras, que se
avec ses 1 200 effectifs. La présence
américaine au Honduras a plusieurs buts:
courager les contras et **surtout avoir accès**
librement à un lieu d'où la Maison-Blanche
sandinistes.

16

UN PEU PLUS QU'UNE ALLIANCE

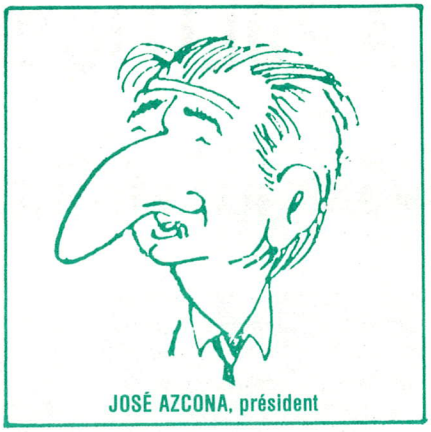


INGÉRENCE ET CONTRÔLE DES E-U

HONDURAS:
Population: 4 300 000 habitants
Superficie: 112 082 km²
Monnaie: le lempira (2,0 par $ U.S.)
Population économiquement active:

Agriculture:	62%
Mines:	2%
Industrie:	13%
Services:	23%

Chômage: 15% (Officiel)
Inflation: 4,8% (1986)
P.I.B. par habitant: 769 $ US (1986)


JOSÉ AZCONA, président

L'Administration Reagan a sollicité pour le Honduras un total de 238.2 millions de dollars au Congrès sur la base d'aide économique et militaire pour la prochaine année fiscale d'octobre 1987 à septembre 1988 (voir tableau ci-contre).

	TOTAL	ECONOMIQUE	MILITAIRE
HONDURAS	238.2	156.7	81.5
EL SALVADOR	441.1	319.3	121.8
GUATEMALA	144.6	139.0	5.6
COSTA RICA	120.5	118.1	2.4
PANAMA	33.0	29.4	3.6
	977.4	762.5	214.9

Source: demandes présentées au Congrès américain.

L'ex-général Walter López ne se cache pas pour dire que, tant les chefs militaires que les hauts fonctionnaires ont donné leur consentement à la présence des contras et aux manoeuvres militaires.

Le secrétaire de presse du président exprime bien la pensée de ce dernier quand il dit qu'il est satisfait de la présence des troupes nord-américaines dans le pays parce que cela aide beaucoup à la formation professionnelle des forces armées honduriennes et qu'ils y construisent des routes et des ponts.

RÉACTIONS DE LA POPULATION

Cependant, et heureusement, tous les honduriennes et honduriens ne pensent pas comme leur président. Toutes les organisations sociales les plus importantes du pays, depuis les centrales syndicales jusqu'au Collège des économistes se sont prononcés en faveur du Plan de Paix.

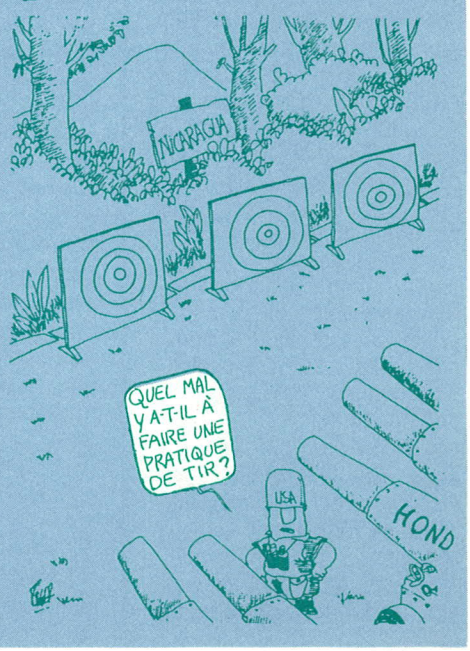
Selon Eduardo Centeno, porte-parole des déplacés lors de la **marche pour la dignité** en mars dernier, la présence des contras en territoire hondurien a eu plusieurs effets néfastes: 26 jeunes qui cueillaient le café ont été tués; les propriétaires de caféiers ont perdu des milliers de dollars; les paysans se sont fait enlever leurs terres, 50 000 bêtes à cornes et 100 000 porcs ont été perdus, la réforme agraire est annulée, les contras ont brûlé 45 000 hectares de forêt dans la Mosquitia. Les contras coûtent 1 million $ mensuellement au Honduras parce qu'ils ont fait sauter 6 tours qui acheminaient l'énergie électrique au Costa Rica et à Panama. En résumé, les contras déstabilisent l'économie du Honduras tout autant que celle du Nicaragua.

En même temps, les actes réalisés par la CIA, pour infiltrer les organismes de Sécurité de l'Etat, l'armée, le Gouvernement, se perpétuent.

Comme si c'était peu, les contras ont formé leurs propres escadrons de la mort, responsables de la disparition de 125 personnes.

Le New-York Times et le Washington Post ont rapporté les propos de l'ex-général López et de l'ex-sergent Florencio Caballero sur la façon dont les escadrons de la mort séquestrèrent et éliminèrent plus de 200 militants de gauche au Honduras.

Ce qui devient alarmant pour les autorités, c'est le mécontentement grandissant de la population au sujet des contras. Les déplacés, les paysans, les ouvriers, les groupes divers et toutes celles et tous ceux qui se réclament de la DIGNITE NATIONALE, dénoncent le prix politique, économique et humain à payer pour la protection et la présence des contras sur leur territoire.



LA POLITIQUE EXTÉRIEURE AMÉRICAINE

EN AMÉRIQUE CENTRALE: DEUX STRATÉGIES EN CONTRADICTION

Même si les événements changent rapidement dans cette région convulsionnée du monde, les stratégies globales des différents intervenants sont **stables:**

- Celle des pays centre-américains, pressée de toute part par les populations à la recherche de changements profonds dans le système de domination qui leur est imposé de l'extérieur et que soutiennent les oligarchies locales.
- Celle des Etats-Unis, laquelle, surtout depuis l'arrivée des sandinistes au pouvoir au Nicaragua, s'est fixée comme objectif:

> "... d'arrêter le cancer communiste dans l'isthme..."
> "... de ne pas permettre le développement, à leurs portes, de sociétés alternatives pouvant servir de mauvais exemple à l'Amérique latine toute entière."

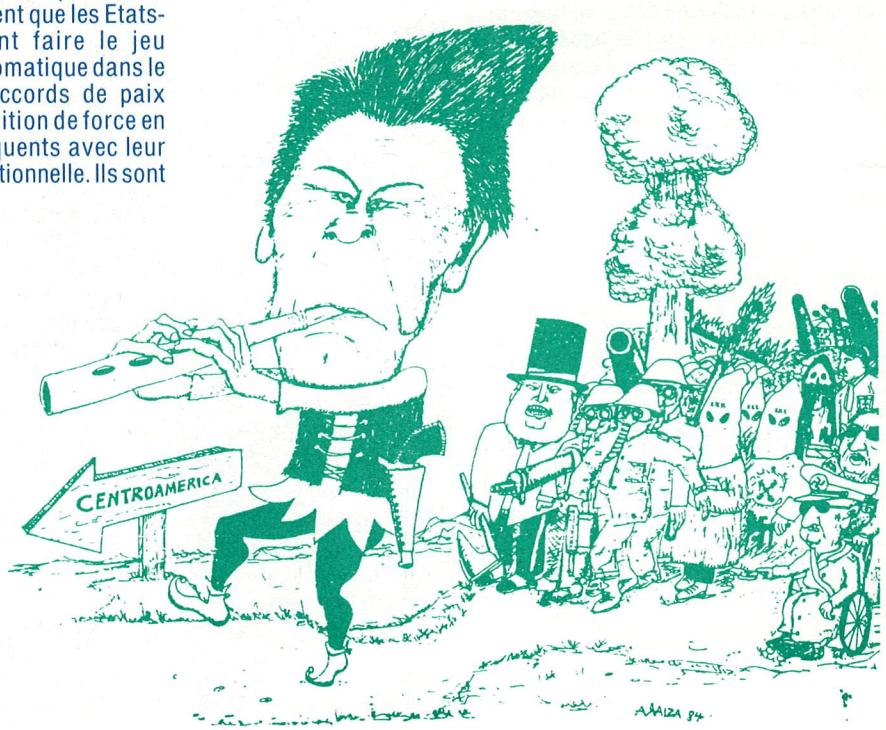
Elle est ni très neuve, ni très différente de celle appliquée depuis la 2e guerre mondiale (pour l'Amérique latine, se souvenir de Guatémala en 1954, Cuba en 1961, Grenade en 1983, etc.). Mais, aujourd'hui, les conditions internationales ont changé et on assiste à de profondes modifications dans les relations Est/Ouest comme dans les rélations Nord/Sud. La réalité mondiale n'accepte plus une politique militariste et de "mythes idéologiques". C'est l'administration américaine elle-même qui, par sa présomptueuse politique extérieure en Amérique Centrale, a rendu possible le cheminement vers un accord de Paix. La déroute de ses mercenaires "les combattants de la liberté", son arrogante attitude face à Contadora, au Groupe d'Appui, aux secrétaires généraux de l'O.E.A. et de l'O.N.U., sa maladroite utilisation de l'opinion publique mondiale dans l'IRAN-CONTRA, son refus d'accepter la sentence historique de la Cour Internationale de la Haye ont fini par démontrer l'absurdité de continuer cette politique d'affrontement en raison des graves risques qu'elle comporte pour la stabilité centre-américaine et même pour la paix mondiale.

Les démocrates sont en train d'agir dans l'éventualité d'une victoire aux élections présidentielles de 1988. Ils ne veulent pas hériter des coûts économiques et politiques que signifierait la poursuite de l'escalade militaire entreprise par l'administration Reagan en Amérique Centrale. Cependant, ils ne veulent pas non plus la consolidation de la révolution sandiniste et l'approfondissement des processus révolutionnaires dans d'autres pays de la région, en particulier au Salvador et au Guatémala. Etant donné la complexe réalité de l'Amérique Centrale, **les démocrates optent pour coexister avec une révolution sandiniste contrôlée en essayant en même temps d'amoindrir les possibilités d'autres révolutions triomphantes.** Selon les démocrates, l'administration Reagan n'a pas utilisé l'option politique avant l'option militaire. Ils croient que les Etats-Unis peuvent faire le jeu politico-diplomatique dans le cadre des accords de paix avec une position de force en étant conséquents avec leur position traditionnelle. Ils sont **d'accord avec les objectifs de l'administration Reagan en Amérique Centrale, ce qu'ils cherchent en fait, ce sont des moyens plus subtils de les atteindre.** Malgré que leur stratégie ne soit pas encore bien définie, elle nuit déjà à la politique de la Maison Blanche.

Quant à l'administration Reagan, au moment même où les centre-américains déclenchaient le processus de paix, la Maison Blanche demandait la somme fantastique de 270 millions $ pour les contras. Le président américain à même rencontré les leaders anti-sandinistes aux Etats-Unis pour leur assurer son appui. Et dernièrement, on a vu comment Washington a torpillé la parution que devait faire le président Arias du Costas Rica, devant le Congrès américain pour promouvoir le Plan de Paix.

La prochaine décision au sujet de l'aide de 270 millions de dollars aux contras nous donnera un indice de la force des démocrates.

Tout porte à croire que le président Reagan continuera d'agir dans le but de faire échouer les accords de paix en Amérique Centrale. ■



CONTRE VENTS ET MARÉES

LE PLAN DE PAIX - UN PROGRÈS

Un geste collectif des Centre Américains manifestant une attitude d'indépendance en politique extérieure. Une bouffée d'air frais dans un climat de guerre provoquée et d'interventions extérieures soupçonnées. A tout prix, il faut garantir la réalisation de l'agenda de ce plan.

Dans le cadre constitutionnel et au bénéfice des principes d'auto-détermination, de non-ingérence et de souveraineté nationale qui les animent, **chaque pays** de la région pose les gestes nécessaires pour obtenir un cessez-le-feu effectif. **Ensemble**, tous les pays s'imposent de donner suite aux accords signés dans les délais fixés.

Une ombre: l'administration américaine maintient son soutien financier et logistique aux contras. L'armée en Amérique Centrale dépend directement de l'arrêt de ce soutien financier.

Une conviction: l'établissement d'une paix ferme et durable assument leurs responsabilités.

Les cinq présidents centre-américains lancent un appel à la communauté internationale leur demandant de soutenir leurs accords en faveur de la paix et de leur accorder une aide extraordinaire au développement. Plusieurs pays du Nord, du Sud, de l'Est et de l'Ouest leur ont déjà assuré leur appui.

Un bout de chemin est parcouru. Il reste de grands obstacles à surmonter. Plusieurs questions restent en suspend. Certaines traitent de sécurité, de vérification, du contrôle et de la limitation des armements dans la région. Le Canada peut de façon autonome relever une part de ce défi pour assumer ses responsabilités de pacification. Le Canada doit offrir ses bons offices pour accélérer les contacts nécessaires aux mécanismes de sécurité et aménager une aide internationale d'envergure permettant d'avancer dans le développement.

Demander la paix pour les peuples de cette région sans arrêter l'intervention et l'agression des Etats-Unis équivaut à exiger des peuples la soumission, l'humiliation et l'immolation face à l'empire.

Notre solidarité interviendra pour que nous jouions notre rôle comme peuple

BIBLIOGRAPHIE

NICARAGUA

- Tirado, Manilo: **El contexto internacional** en Nicaragua

Recueil, par Richard Harris et Carlos Duflo. Marie: **Le contexte Régional: Les dominos recalcitrants** in Le Volcan

Dufla et E. Ruellan

- ALAI: Agencia latinoamericana de información. agosto - sept. 1987.

Frohman, Alicia: Centroamerica guerra y crisis social. Entre vista à Edelberto

Chile, No. 4, agosto - sept. 1987

- DIAL: diffusion d'information sur l'Amérique Latine. août 1987

- Le monde Diplomatique, sept. 1987

HONDURAS

Boletin Informativo, Centro de Documentación de Honduras (CDH) no. 74 Junio 1987

Informativo (CDH) no. 76 agosto 1987

- Granma - août - sept - oct 1987

- Proceso, bulletin informatif semanal de l'Université Centro Américaine no. de

GUATEMALA

- Cerezo entre Reagan, el ejército y la

11 janvier 1987

- El ejército guatemalteco y la Contra

mensual Cere-qua # 12 febrero 1987

- La neutralidad activa Servicio Especial

In Noticia guatemala agosto 1987

NOTRE PART POUR LA PAIX

Envoyer des télégrammes, lettres ou **téléphoner** à JOE CLARK et à notre DÉPUTÉ.

- Faire savoir notre appréciation au gouvernement canadien de l'appui qu'il accorde au Plan de Paix et de la décision qu'il a prise de déléguer son Ministre des Affaires extérieures en Amérique Centrale pour visiter la région.
- Demander:

- Que le **gouvernement canadien concrétise** son **appui au Plan de Paix** par une **aide économique.**
- Que le gouvernement accepte **de subventionner des projets** pouvant contribuer à la réalisation du Plan de Paix. A cette fin, qu'il s'assure:

AU GUATÉMALA: Qu'un **dialogue national** impliquant toutes les forces représentatives des intérêts du peuple guatémaltèque soit mis de l'avant et qu'un véritable **processus de démocratisation soit en voie de réalisation.**

AU HONDURAS: Que le gouvernement **interdise** l'utilisation du territoire par **les contras.**

AU EL SALVADOR: Que la continuité du **dialogue entre le FMLN-FDR** et le gouvernement **Duarte,** s'achemine vers une **solution politique** nationale

- Faire parvenir copie des lettres et télégrammes à CISO il se chargera de les remettre à l'Opposition qui pourra poser des questions en Chambre.

Informer votre milieu sur le Plan de Paix en Amérique Centrale en diffusant le dossier et les bulletins mensuels du Comité Amérique Centrale de CISO.

Participer à la campagne Outils de Paix.

SOLIDARITÉ

Solidarité est une publication du Centre International de solidarité ouvrière. Le CISO est composé des membres suivants: la CEQ, la CSN, l'Association Québec-Palestine et le SUCO.

Ce dossier a été préparé par
Nicole Pomerleau et
le Comité Amérique Centrale:
Clotilde Bertrand
Ana Maria D'Urbano
Carlos Osorio
Monique Petel
Roger Ricard

En collaboration avec:
Manon Hogue
Robert Quevillon

Conception Graphique:
Nicole Pomerleau

Photocomposition, montage:
Impressions Concorde

Impression:
Imprimerie Bourget Inc.

Dépôt légal: Bibliothèque Nationale du Québec.

Prix : 1,00 $